

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10<sup>me</sup> ANNEE — N° 133

Du 4 au 17 septembre 1972

LE NUMERO :

0,80 F

## L'État bourgeois, voilà l'ennemi !

Pendant que, pour sauvegarder les intérêts de l'impérialisme britannique, Whitelaw cherche à désamorcer la lutte armée irlandaise en se présentant, à l'abri des balles anglaises, en arbitre entre « catholiques » et « protestants », la bourgeoisie anglaise sort de la délicate situation où l'a mise la résistance inattendue de la classe ouvrière en faisant surgir un autre « arbitre » du chapeau magique de la démocratie : le conseiller juridique de la Couronne qui va permettre la libération des cinq dockers emprisonnés et stopper le menaçant mouvement de solidarité qui se développait. Il s'agit là de la double illustration de ce qu'est en réalité la Démocratie dont l'Angleterre s'est voulue la championne : non pas un « arbitre » entre des « citoyens », mais l'instrument de domination d'une classe sur une autre : de la bourgeoisie sur le prolétariat.

En effet, l'exploitation du prolétariat anglais et l'oppression de l'Irlande, qui ont le même fondement — les rapports capitalistes de production — sont garantis par un seul et même instrument de la bourgeoisie anglaise : son ETAT.

L'exploitation de l'Irlande a contribué à la réalisation de surprofits dont les miettes permettent l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais et la corruption des dirigeants ouvriers.

D'autre part, en important en Angleterre des prolétaires irlandais « à bon marché », la bourgeoisie anglaise non seulement profita du jeu de la concurrence pour abaisser le niveau de vie de l'ensemble de la classe ouvrière, mais surtout exploita la haine qui s'ensuivit de l'ouvrier anglais pour l'Irlandais et qui constitua « le véritable secret du maintien de son pouvoir » (souligné par Marx dans une note confidentielle écrite en mars 1870).

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Irlande colonisée par l'Angleterre lutte pour sa libération. Qu'actuellement seule l'Irlande du Nord restée sous la domination directe de l'Angleterre lutte les armes à la main ne change rien à la façon dont Marx posait la question en 1869 dans une lettre à Kugelmann : « Le prolétariat anglais, non par sympathie pour l'Irlande, mais parce que c'est son propre intérêt, doit rompre de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes », et « faire cause commune avec les Irlandais ».

C'est clair : la domination de l'Irlande est liée à l'existence de l'Etat bourgeois. La seule classe qui puisse détruire cet Etat est le prolétariat, parce que ses intérêts sont radicalement opposés à ceux de la bourgeoisie ; Marx donne alors la ligne politique que doit suivre vis-à-vis de l'Irlande le prolétariat anglais dans son propre intérêt.

La combativité nouvelle du prolétariat anglais qui s'est manifesté ces derniers temps,

successivement à travers la grève des mineurs puis des cheminots, et se révèle maintenant dans le conflit des dockers, trouve son origine dans la nécessité pour l'Etat bourgeois de s'attaquer à la classe ouvrière en aggravant son exploitation et en rognant les maigres concessions qu'il a pu lui faire jusqu'à présent. Il doit en effet rénover le vieux appareil de production anglais, afin de le rendre compétitif face aux autres impérialismes.

En octobre 1858, dans une lettre à Marx, Engels pouvait dire : « En réalité le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir à côté de sa bourgeoisie une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans ces conditions la lutte ouvrière en Angleterre n'a jamais dépassé le niveau trade unioniste, car jamais ne put s'y implanter l'avant-garde communiste. Ces conditions étaient au contraire propres à l'écllosion d'un puissant courant opportuniste représenté aujourd'hui par le Parti travailliste. Mais la vétusté de l'appareil productif, essentiellement responsable de l'éviction de la bourgeoisie anglaise de la plus grande partie de ses colonies, a du même coup fait tarir les surprofits coloniaux à l'origine de la constitution de l'aristocratie ouvrière.

C'est justement dans ce type de situation où la bourgeoisie a besoin d'un prolétariat soumis malgré une exploitation accrue, qu'on peut voir s'accomplir au mieux la véritable fonction et nature de l'opportunisme, celle « d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier » (Lenine), fonction de sauvegarde du régime bourgeois de production et de propriété par la sauvegarde de l'Etat qui le défend.

L'Etat anglais les a laissés essayer de jouer encore une fois

leur rôle de larbins de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière pour y faire passer sa politique : c'est dans cette tentative « par la base » avec la collaboration syndicale du TUC (« les pires Trade Unions anglaises », dont parlait Engels, « qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que tout au moins elle entretient ») que devait échouer le chef travailliste Wilson.

La bourgeoisie elle-même passe donc à l'attaque avec Heath et se donne pour imposer la modernisation de son appareil productif et son inévitable cortège de chômage et d'atteinte au niveau de vie ouvrier la loi antigreve CARR. C'est en vertu de cette loi que sont emprisonnés cinq dockers grévistes.

Mais se développe alors rapidement un mouvement de solidarité que la bourgeoisie désamorce avec l'intervention de ce *Deus ex machina* qu'est l'Official soliciter, cependant qu'elle envisage de modifier la loi. La grève des dockers anglais a pour

origine l'introduction de « conteneurs ». C'est la logique du capital que la machine chasse l'homme et le réduit au chômage, au lieu de réduire son temps de travail. Seule la révolution communiste pourra résoudre ce paradoxe capitaliste.

Donc, qu'il s'agisse de réprimer le soulèvement national irlandais ou d'aggraver les conditions d'exploitation du prolétariat anglais, la bourgeoisie est contrainte de dévoiler les grosses ficelles de la démocratie : de démontrer qu'elle n'est que le masque de l'exploitation imposée par le capital. La bourgeoisie britannique n'abuse déjà plus les ouvriers avec sa politique de concentration sociale et d'intégration syndicale pas plus qu'elle n'abuse les exploités irlandais avec les masques des orangistes.

Derrière le TUC en Angleterre, derrière les chiens de garde protestants en Irlande, les exploités voient l'ennemi. La démocratie démocratique se déchire. Elle est bien là la trique de l'Etat anglais. Il est bien là l'Etat bourgeois : prisons, état

d'urgence, blindés et camps de concentration. La démocratie modèle se révèle : infâme et hypocrite enveloppe de l'Etat bourgeois, organisation de la violence bourgeoise destinée à mater la classe ouvrière. Ainsi pâlissent ses prétentions d'Etat éternel. Ainsi se dégage la voie de la reprise révolutionnaire de la lutte séculaire du prolétariat pour son émancipation et par là même l'émancipation de tous les exploités.

Des contradictions où se débat la bourgeoisie pour sauver son Etat, contrainte qu'elle est d'attaquer de front le prolétariat anglais et les Irlandais opprimés en évitant leur riposte violente, les communistes se réjouissent car à ce jour elle ne peut que révéler toujours plus clairement aux exploités que la démocratie c'est la dictature du capital, c'est l'Etat bourgeois et que leur libération passe par la destruction violente de cet Etat. Ni amendement des lois, ni référendum, ni élections n'y changeront rien.

L'Etat bourgeois, voilà l'ennemi !

## Le Brésil veut aussi une place au banquet des cannibales

Le secret du fameux « miracle brésilien », tout comme des « miracles » italien, allemand, japonais, etc. du deuxième après-guerre, réside tout entier dans la transformation nullement surnaturelle de la sueur des prolétaires en plus-value, qu'un certain K. Marx découvrit il y a bien longtemps.

Le Brésil est un des pays dont la « croissance » est actuellement la plus spectaculaire, ce qui lui a permis d'entrer dans le Club des 20 récemment créé pour décider (c'est du moins ce qu'il prétend pouvoir faire) de la réforme du système monétaire international. Une des pierres angulaires de ce « miracle » brésilien est l'aide à l'exportation et surtout à celle des produits manufacturés qui représentent aujourd'hui plus de 30 % des ventes à l'étranger de ce pays traditionnellement exportateur de quelques produits agricoles et de matières premières. Un des buts principaux (sinon le but principal) de la bourgeoisie brésilienne est la conquête de marchés étrangers pour sa production industrielle, qui se développe vertigineusement.

Elle se lance dans cette entreprise à un moment où (comme nous le démontrons sans cesse dans ces colonnes) la concurrence entre les grands pays capitalistes, eux aussi en quête de débouchés pour leur propre production, s'exacerbe, et où commence une guerre commerciale dans laquelle, nous marxistes, nous avons toujours vu le prélude à la guerre tout court pour le partage du globe entre les différents bandits impérialistes. La bourgeoisie brésilienne est parfaitement consciente du fait qu'elle va devoir affronter une concurrence serrée, voire une véritable guerre commerciale. Elle s'y prépare par une politique économique spécialement calculée, qui — il n'est même pas besoin de le dire — fait peser sur un prolétariat déjà surexploité, une exploitation plus féroce encore, pour rendre ses marchandises plus « compétitives ». Et elle sait aussi quelles peuvent être les conséquences de cette

guerre commerciale déjà déclenchée par les « grands » : c'est pourquoi elle « se préoccupe sérieusement de se préparer et de s'organiser en vue de l'hypothèse (Dieu veuille qu'elle ne se réalise jamais !) d'une mobilisation pour la guerre ». C'est un représentant tout ce qu'il y a de plus autorisé de la bourgeoisie brésilienne qui le dit : M. Theobaldo de Nigris, président de la Fédération des Industries de l'Etat de Sao Paulo, c'est-à-dire d'un Etat qui fournit plus de la moitié de la production industrielle du pays. C'est encore M. de Nigris qui nous apprend que cet organe de la bourgeoisie a même créé un Groupe Permanent de Mobilisation Industrielle, dont le but est de « veiller, de façon systématique et permanente, à l'implantation du plus grand nombre d'usines capables de produire, dans le moins d'espace possible industriellement, les articles dont le Pays aura besoin, dans l'hypothèse d'une mobilisation générale ».

En attendant cette sinistre « hypothèse », le Pays (avec un P majuscule, évidemment) exportera « des équipements militaires, armes y compris », ce qui — affirme De Nigris — commencera « sous peu ». Ainsi (concluons-nous) s'explique l'invocation à Dieu, citée plus haut, pour que l'« hypothèse de guerre » ne se réalise jamais : le bourgeois, en marchant lâche et peureux qu'il est, préfère toujours le gain facile et sûr du commerce pacifique à celui souillé de sang et gros de conséquences imprévisibles, de la guerre. Ce sang, bien sûr, n'est pas le sien, aussi n'est-il pas ce qui le chagrine le plus ; par contre les imprévus qui menacent son porte-monnaie lui font mal à l'âme : d'où les prières...

D'après ce qu'on peut déduire des limpides déclarations du leader bourgeois, la bourgeoisie brésilienne ne se contentera pas cette fois de servir de la chair prolétarienne au banquet des cannibales impérialistes. Elle se « préoccupe sérieusement de se préparer et de s'organiser » pour participer à ce monstrueux festin, afin d'engraisser un peu son capital, rachitique, mais avide.

Aux prolétaires brésiliens, nous disons exactement la même chose qu'à ceux de tous les autres pays : La guerre à laquelle les bourgeoisies se préparent n'a rien à voir avec vos intérêts de classe ; c'est une guerre impérialiste, une guerre pour le partage du marché international, c'est-à-dire de la chair et du sang des prolétaires et des peuples opprimés du monde entier, entre les différents centres impérialistes ; c'est pourquoi les prolétaires ne doivent accorder aucune solidarité nationale à « leurs » bourgeoisies, ni se laisser en aucune façon entraîner dans la « mobilisation générale du Pays » que les De Nigris, Dassault, Agnelli et autres, appuyés par les partis opportunistes et avec la bénédiction pontificale, ne manqueront pas de promouvoir, comme ils le préconisent aujourd'hui. Les prolétaires doivent au contraire saisir à nouveau le drapeau de l'internationalisme prolétarien, que notre parti est le seul, aujourd'hui, à défendre. Et, s'unissant avec leurs frères de tous les pays, par-delà les frontières nationales — qui pour nous, ne sont pas des limites sacrées et inviolables qu'ils devraient défendre, mais des barrières qui les enferment dans le bague de l'exploitation par un capitalisme insatiable et qu'ils doivent briser par la violence — ils doivent entreprendre leur mobilisation générale de classe pour détruire, par la Révolution Mondiale, ce régime barbare de cannibales, qui a déjà dévoré tant de générations prolétariennes.

### PERMANENCES DU PARTI

♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12<sup>e</sup>). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du " Prolétaire ", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

# Compléments sur la question irlandaise

Dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1844-45), Frédéric Engels parlait déjà du « manque d'éducation » (au sens de « respectabilité »...), et de la « chaleur du sang irlandais, qui s'est communiquée à la classe ouvrière anglaise », comme des facteurs conduisant à « protester avec la passion la plus violente contre la tyrannie des propriétaires », parce que « l'ouvrier ne peut conserver sa propre humanité qu'au moyen de la rébellion contre la bourgeoisie, qu'au moyen de la haine ».

Suivant les développements de la formation de la « classe ouvrière-bourgeoise » sur la base du monopole commercial britannique, Engels écrivait à Bernstein le 17 juin 1879 :

« Depuis un certain nombre d'années, le mouvement ouvrier anglais s'agit sans trouver d'issue dans le cercle étroit des grèves pour obtenir une augmentation de salaire, et une réduction de la journée de travail, et ce, non pas comme moyen de défense, ou de propagande, mais comme but ultime. Qui plus est, les Trade Unions excluent même par principe dans leurs statuts toute action politique, et, de ce fait, s'interdisent de participer à toute activité générale de la classe ouvrière (...). Sur le plan politique, les ouvriers se divisent en conservateurs et en radicaux-libéraux (...). On ne peut donc parler ici de mouvement ouvrier que dans la mesure où des grèves ont lieu qui, cependant, ne font pas avancer du tout la classe ouvrière. A mon avis, il ne peut être que nuisible de gonfler à la taille d'événements historiques des grèves de ce genre, dans lesquelles la classe ouvrière n'avance pas d'un seul pouce (...). On ne peut dissimuler le fait qu'il n'existe pas ici, actuellement, de "mouvement ouvrier" au sens où on l'entend sur le continent... »

Ce passage d'une énorme importance constitue de fait une anticipation du *Que Faire* de Lénine, avec sa thèse centrale : « Le mouvement ouvrier spontané est le trade-unionisme, le pur syndicalisme, et le trade-unionisme n'est autre que l'asservissement idéologique des ouvriers à la bourgeoisie ». Le passage d'Engels est à mettre en relation avec l'examen de la nature « impérialiste avant la lettre » de l'Angleterre, qui eut pour conséquence le développement d'un « parti ouvrier-bourgeois », dont l'influence sur le prolétariat était prépondérante et incontestée, et d'une attitude chauvine du prolétariat « national » à l'égard de l'armée de réserve, soit d'origine coloniale, soit en provenance de pays agricoles dominés, comme, précisément, l'Irlande.

Dans un article précédent, *Le marxisme et l'Irlande* (1), nous rappelions, entre autres, le jugement de Marx, qui montrait, en 1870, que l'antagonisme entre les prolétariats anglais et irlandais « est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, qui persiste malgré toute son organisation. Cet antagonisme est aussi le secret du maintien de la classe capitaliste au pouvoir ».

On comprend par là l'importance du mot d'ordre de la I<sup>re</sup> Internationale, repris dans toute sa vigueur par la III<sup>e</sup>, mot d'ordre appelant à briser la solidarité qui unit le prolétariat britannique et sa bourgeoisie, dans sa politique de domination — car cette rupture était l'unique condition permettant une solidarité effective entre les ouvriers irlandais

et anglais. Ce mot d'ordre est plus actuel que jamais aujourd'hui où l'influence que la politique exerce à travers le trade-unionisme atteint son point culminant.

Citons quelques extraits d'une Lettre qu'Engels adressait de Londres, le 14 novembre 1872, au journal de Lodi, « *La Plebe* » :

« Le libéral gouvernement anglais garde actuellement dans ses prisons 42 prisonniers politiques irlandais, qu'il traite plus mal encore que des voleurs et des assassins, avec une cruauté tout à fait exceptionnelle. « Au bon temps du « roi Bomba » (le roi-Bombe), M. Gladstone, chef de l'actuel ministère libéral, fit un tour en Italie et visita les prisonniers politiques des géôles napolitaines ; à son retour en Angleterre, il publia une brochure où il signala à l'Europe l'indigne traitement que le gouvernement napolitain faisait subir aux condamnés politiques. »

Il n'est peut-être pas inutile, à l'intention de nos lecteurs qui connaissent non seulement les galères pénitentiaires de M. Gladstone, mais aussi les tout récents camps de concentration et les massacres quotidiens en Irlande, de citer un passage de M. Gladstone sur le gouvernement des Bourbons (extrait de la première des *Deux lettres au Comte d'Aberdeen sur les procès d'Etat du gouvernement napolitain*, datée du 7 avril 1851), passage qui pourrait avoir pour auteur n'importe lequel des plumeurs « antifascistes » modernes, les stalinien en particulier, d'ailleurs animés d'autant de « bonne foi » que l'honnête homme d'Etat britannique... M. Gladstone déclare donc :

« Le résultat de tout cela est un bouleversement total de toutes les idées morales et sociales. La loi, au lieu d'être respectée, est foulée aux pieds. Le gouvernement s'appuie sur la force, non sur l'amour des sujets. Il n'y a pas d'association, mais antagonisme violent entre l'idée de liberté et l'idée d'ordre. Le pouvoir gouvernemental que l'énorme majorité de la classe pensante considère comme une image terrestre de Dieu, est doté d'autant de vices qu'il s'attribue de qualités. J'ai pu personnellement vérifier la dureté, mais hélas véridique, expression dont on use ici : " C'est la négation de Dieu érigée en système de gouvernement " »

(Ainsi donc, le bon M. Gladstone trouvait que l'ordre des Bourbons n'était pas suffisamment fondé sur le consensus, ni assez bien fondu avec l'idée de liberté... et ajoutions-nous volontiers, avec les « valeurs de la Résistance »... Mais suivons encore l'argumentation d'Engels :)

« Ceci n'empêche pas le même M. Gladstone de traiter de la même manière les condamnés politiques irlandais, qu'il tient encore sous clé. Les internationalistes irlandais de Londres décidèrent d'organiser une manifestation « monstre » à Hyde Park pour réclamer une amnistie générale... Une difficulté se présentait. A la dernière session parlementaire, le gouvernement avait fait passer une loi qui lui permettait de réglementer les meetings dans les parcs de Londres. Il en avait profité pour promulguer un décret qui prescrivait aux organisateurs de meetings d'en aviser par écrit la police deux jours à l'avance et d'indiquer le nom des orateurs. Ce décret détruisait d'un trait de plume un des droits les plus chers des ouvriers de Londres : celui de tenir librement des réunions dans les parcs... Les Irlandais qui

forment l'élément le plus révolutionnaire de la population n'étaient pas hommes à se soumettre. A l'unanimité, le comité décida de faire comme s'ils ignoraient le décret et de tenir le meeting en dépit du gouvernement. »

Le meeting eut environ trente mille participants, et Engels commente :

« C'est la première fois qu'une manifestation irlandaise a lieu à Hyde Park ; elle a eu un grand succès : même la presse bourgeoise de Londres n'a pas pu dire le contraire. C'est la première fois qu'il y a eu une fraternisation cordiale des éléments anglais et irlandais de notre population. Ces deux éléments de la classe ouvrière, dont l'hostilité réciproque servait si bien les intérêts du gouvernement et des classes possédantes, se tendent actuellement la main. »

Le jugement catégorique d'Engels en 1879 cité au début de cet article ne peut qu'être répété. Aucune fraction importante du prolétariat anglais actuellement ne lutte contre l'oppression de l'Irlande par la Grande-Bretagne, et il n'y a pas la moindre apparence de solidarité entre le prolétariat des deux pays. La division est même dramatiquement accrue par la solidarité d'une partie du prolétariat « protestant » de l'Irlande du Nord avec la politique de rapine du gouvernement anglais. Nous insistons sur ce terme, *politique de rapine* : le compromis de décembre 1921 par lequel la bourgeoisie irlandaise céda au gouvernement anglais l'Ulster, c'est-à-dire le *centre nerveux industriel* du pays, les six comtés les plus développés économiquement (les chantiers navals de Belfast...), passant ensuite à la répression du soulèvement de la partie la plus radicale du mouvement national (une espèce de « guerre civile » qui se termina au printemps 1923), ce compromis ne fut certes pas corrigé par le grotesque plébiscite du 1<sup>er</sup> juillet 1937, par lequel l'Eire passait du statut de *Dominion* britannique à celui de la « complète indépendance » qui consacrait en fait l'amputation du patrimoine industriel « national ». Que l'on imagine une Italie sans Lombardie-Vénétie, une Espagne sans Catalogne !... Mais la situation irlandaise est encore plus dramatique.

On considère communément que l'Eire est un « Etat souverain et indépendant » (quoique nation très arriérée économiquement, et avant tout agricole), et que la question irlandaise se ramène à un conflit entre une majorité « protestante » et une minorité « catholique » en Ulster. Nous tenons à souligner, au contraire, que l'Angleterre continue d'opprimer l'Irlande, en la coupant du noyau économique indispensable à sa vie ; que, de plus, cette oppression, justement pour cette raison, est peut-être pire encore qu'une domination qui pèserait sur tout le pays ; que le *capitalisme anglais* continue à jouer un rôle déterminant dans l'arriération de l'Eire ; que le problème national irlandais n'a pas disparu et que l'attitude des marxistes en face de ce problème ne peut être de l'ignorer ». Elle doit consister, en premier lieu, dans la dénonciation de l'impérialisme anglais, dénonciation qui doit s'étendre en Angleterre et devenir une attitude du *prolétariat britannique lui-même*. En 1916, 1919, 1921-22, les impérialistes anglais, et, dans le dernier cas, les bourgeois irlandais, ont réprimé des mouvements nationaux-révolutionnaires d'une immense importance stratégique pour la révolution prolétarienne en Europe (comme Lénine le soulignait en 1916), en tant que facteur d'affaiblissement de la bourgeoisie, sans provoquer pour autant une rupture radicale entre le prolétariat et la bourgeoisie britanniques, rupture qui aurait exigé une rupture préalable entre le prolétariat et le trade-unionisme.

Il ne s'agit donc pas pour nous de « catholiques » et de « protestants », ni même, seulement, d'ouvriers catholiques et d'ouvriers protestants de l'Ulster, mais essentiellement, de la classe ouvrière anglaise et du mouvement national irlandais. Et nous savons fort bien que beaucoup de pseudo-extrémistes (comme pouvait l'être Serrati en 1920) prendront prétexte du caractère petit-bourgeois de ce mouvement national pour refuser de remplir le devoir élémentaire des combattants de la classe ouvrière : saboter, combattre, contrarier par

tous les moyens la politique impérialiste de leur propre bourgeoisie.

\*\*\*

En polémique avec Karl Radek, à la fin de 1915, Lénine écrivait, dans « *Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » (2) :

« Marx revendiquait la séparation de l'Irlande avec l'Angleterre — dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération — et il ne la revendiquait pas du point de vue de l'utopie petite-bourgeoise du capitalisme pacifique, ni par « équité envers l'Irlande », mais sous l'angle des intérêts de la lutte révolutionnaire du prolétariat de la nation opprimée, c'est-à-dire de l'Angleterre, contre le capitalisme. La liberté de cette nation était tronquée et déformée du fait qu'elle opprimait une autre nation. L'internationalisme du prolétariat anglais aurait été une phrase hypocrite si lui-même n'avait pas réclamé la séparation de l'Irlande. Sans avoir jamais été partisan ni des petits Etats ni du morcellement des Etats en général, ni du principe de la fédération, Marx considérait la séparation de la nation opprimée comme un pas vers la fédération et, par conséquent, non vers le morcellement, mais vers la centralisation politique et économique ; en réalité, seule cette revendication représentait un programme rigoureusement révolutionnaire, seule elle répondait aux impératifs de l'internationalisme, seule elle défendait le principe d'une centralisation non impérialiste. »

« Reconnaître le droit d'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération », écrivait-il encore dans la thèse III de « *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » au début de 1916 (3). (...) « Marx, tout en étant centraliste, préférait même la fédération de l'Irlande avec l'Angleterre à l'assujettissement forcé de l'Irlande par les Anglais. »

La thèse IV déclare entre autres : « ... Le prolétariat doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles (...). D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation opprimeuse. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat, et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (c'est un de ces accords, nous l'avons vu, qui a donné naissance à l'Eire I) ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impéria-

(2) *Œuvres complètes*, Editions de Moscou, 1960, t. 21, pp. 426 sq...

(3) *Œuvres*, tome 22, pp. 163 sq...

listes rivales (par exemple, pour l'Irlande, l'Allemagne impériale, puis hitlérienne I) pour réaliser ses buts de rapine.

A la thèse V, et dans la note qui suit :

« D'autre part, à l'opposé des proudhoniens, qui niaient la question nationale « au nom de la révolution sociale », Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre (...). C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait, en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre (...). Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois, qui, jusqu'à présent, après un demi-siècle, n'a toujours pas réalisé la « réforme » irlandaise (et un siècle après, le capitalisme britannique continue à détenir la zone-clé de l'Irlande...).

C'est ainsi seulement qu'il pouvait, à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique, mais aussi politique, défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière non impérialiste, et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la violence, mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays. C'est ainsi seulement que Marx pouvait opposer à la reconnaissance verbale, et souvent hypocrite, de l'égalité des nations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes, l'action révolutionnaire des masses également en ce qui concerne les problèmes nationaux. La guerre impérialiste de 1914-1916, et le gouffre de l'hypocrisie opportuniste et kautskyste qu'elle a révélé, ont nettement confirmé la justesse de cette politique de Marx, qui doit servir de modèle à tous les pays avancés, puisque chacun d'eux opprime actuellement des nations étrangères (...). On dit souvent (...) que l'attitude négative de Marx envers le mouvement national de certains peuples, par exemple les Tchèques en 1848, réfute du point de vue du marxisme la nécessité de reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais cela est faux, car, en 1848, il y avait des raisons historiques et politiques d'établir une distinction entre les nations « réactionnaires » et les nations démocratiques révolutionnaires. Marx avait raison de condamner les premières et de défendre les secondes. »

Et la thèse VI le répète, distinguant « Premièrement, les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Les mouvements nationaux progressistes bourgeois y ont depuis longtemps pris fin. Chacune de ces « grandes » nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur de ses frontières. Les tâches des prolétaires des nations dominantes y sont précisément identiques à celles du prolétariat du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre à l'égard de l'Irlande. »

(Suite page 4)

(1) Voir *Le Prolétaire* n° 123, 13-3-72.

## PROGRAMME COMMUNISTE

N° 56

AU SOMMAIRE

- ◆ L'anti-fascisme démocratique : un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves.
- ◆ Sur Anton Pannekoek : *Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes.*
- ◆ En mémoire d'Amadeo Bordiga :  
VI. — Reconstruction de la doctrine et du parti.  
VII. — Vers un nouvel assaut prolétarien.

Le numéro : 4 F — Commandes au " prolétaire "

## LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- |  |        |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme .....  | 8,00 F |
| 2. Parti et classe .....   | 4,00 F |
| 3. Le principe démocratique .....  | 1,50 F |
| 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes ..... | 4,00 F |
| 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » .....                                     | 5,00 F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation).                                     |        |

(Commandes au " prolétaire ")



# La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

(La première partie de ce compte rendu a paru dans nos numéros 131 et 132).

Nous avons dit qu'il n'y avait « pratiquement pas de ligne de démarcation », car le congrès de fondation révéla que si le spartakisme était vulnérable à des influences immédiatistes (terme plus adéquat que celui de « syndicalistes » utilisé à l'époque, y compris par notre fraction), d'autres courants qui avaient convergé dans le K.P.D. s'en faisaient les porte-parole sans avoir les « anti-corps » théoriques qui empêchaient Rosa Luxemburg, Léo Jogisches et autres, de se laisser emporter : il s'agit, en particulier, des communistes internationalistes (« I.K.D. » de Hambourg et de Brême).

Ces deux groupes, surtout le second, avaient une longue tradition de critique radicale non seulement du social-chauvinisme majoritaire, mais même de l'opportunisme kautskien. Dès 1916, mais surtout depuis 1917, ils avaient opposé à la formule spartakiste « ni scission, ni unité, mais reconquête du parti d'en bas », le mot d'ordre de la scission ouverte et immédiate, déplorant vivement l'adhésion, même conditionnelle, du groupe de l'Internationale (c'était alors le surnom des spartakistes) à l'U.S.P.D. Tout en reconnaissant que les spartakistes étaient la seule force révolutionnaire ayant survécu au naufrage du mois d'août 1914, et la seule disposant d'un réseau national au moins embryonnaire, ils éprouvaient une forte méfiance, suscitée par la répugnance des spartakistes à faire la scission, à l'égard de ces derniers : c'est pourquoi les I.K.D. ne décidèrent de se fonder en Spartakusbund, lorsque l'obstacle fondamental de leur adhésion au parti indépendant fut tombé, qu'à la conférence du 15-17 décembre 1918 à

Berlin (si bien que 29 délégués des I.K.D. étaient présents au congrès de fondation du K.D.P. aux côtés des 83 spartakistes). Ils apportèrent dans le nouveau parti le prestige d'une position intransigeante de plus longue date que celle des autres courants de gauche de la social-démocratie, mais aussi le poids d'une formation idéologique bien plus proche de l'Américain De Leon ou du syndicalisme révolutionnaire latin que du marxisme : culte de la « spontanéité sans centralisation et donc sans efficacité » (comme aurait dit Engels), opposition masses-chefs, fédéralisme organisationnel (1), exaltation de la « démocratie ouvrière » incarnée dans les Conseils, accent mis sur la lutte économique aux dépens de la lutte politique, réduction de la fonction du parti à un rôle d'éducation des consciences (et même, dans certains groupes, négation du parti), etc.

Mais malgré les résistances, de Rosa Luxemburg en particulier, devant des formulations de toute évidence étrangères au marxisme, le terrain spartakiste était prêt dans une certaine mesure à en recueillir et à en cultiver le germe dans le climat brûlant de la fin de l'année 1918. C'est ce qu'on peut voir d'après les discussions au sein du K.P.D. sur les trois points suivants : attitude face aux organisations économiques traditionnelles (les syndicats de métier), parlementarisme révolutionnaire, organisation du nouveau parti. En ce qui concerne le premier point, après que Fröhlich eût soutenu la thèse de l'abandon immédiat des syndicats pour des organisations unitaires économiques « dont la base est constituée par les groupes de nos militants dans les usines », et que Rosa Luxemburg lui eût opposé la thèse — pour d'autres raisons analogues — : « Les fonctions

des syndicats sont désormais assurées par les Conseils des ouvriers et des soldats et par les Conseils d'usine », la question fut renvoyée à une commission spéciale, le congrès ayant considéré que la question réclamait un examen plus approfondi (il était d'ailleurs accessible à la démagogie facile du mot d'ordre « Hors des syndicats »). Sur le deuxième point (étant entendue par ailleurs l'aversion unanime envers le parlementarisme et la volonté unanime de travailler à sa destruction), la thèse qui l'emporta nettement fut celle d'un abstentionnisme fondé non sur les arguments purement marxistes développés à la même époque par notre fraction, mais sur l'horreur pour les chefs, qui foulaient aux pieds l'autodétermination des masses. Sur le troisième point, le Congrès adopta à l'unanimité la motion Eberlin qui faisait reposer la nouvelle structure organisationnelle du Parti : 1) sur le modèle des Conseils d'usine, à partir des groupes communistes constitués en leur sein ; 2) sur la « totale autonomie des organisations [locales] », qui « ne doivent pas attendre les mots d'ordre d'en haut, mais travailler de leur propre initiative », de sorte que la Centrale n'a plus qu'un simple rôle d'unification de ce qui se produit au dehors, et de direction politique et spirituelle ».

(1) Radek rappelle que Knieff lui avait fait part de ses doutes sur la possibilité de se fonder avec les spartakistes : « Ce ne sont pas des léninistes ; ils sont... pour la centralisation... ce qui est d'autant plus stupéfiant que le Spartakusbund avait revendiqué une structure constitutionnellement élastique et, si on la compare au centralisme bolchevik, quasi fédéraliste. L'abandonnement de Radek n'eût été égal que celui qu'il avait éprouvé devant le refus par principe de la terreur chez Rosa Luxemburg, qui s'indignait du fait qu'un vieux camarade de lutte comme Dzerjinsky ait pu accepter de diriger... la Tchèque !

ce qu'ils n'en auront pas le temps), les Spartakistes seront férocement éliminés. Avec un superbe mépris de la mort, Eugen Lévin affronte le peloton d'exécution au milieu des hurlements d'une petite-bourgeoisie assoiffée de vengeance. Les quelques exécutions d'otages auxquelles le « pouvoir des conseils » a procédé et qui ont frappé les lâches adhérents de la « Société de Thule » (représentants de cette lie raciste qui fera plus tard la fortune du nazisme) fournissent le prétexte d'un enième carnage. Trois mois plus tard, la république soviétique hongroise de Bela Kun tombera, elle aussi victime de « l'unité », simple paravent de la politique de trahison des sociaux-démocrates de gauche, la seule dont ils fussent congénitalement capables.

La hantise de l'« unité prolétarienne » à tout prix coûte cher — écrivait « Il Soviet », organe de notre courant — au sujet des événements de Munich et de Budapest. Le jeune parti allemand, lui, la paya du sacrifice de ses meilleurs militants, de la désorganisation des survivants et de l'isolement du parti par rapport aux masses qui étaient toujours sur le pied de guerre, mais cruellement décimées et désorientées.

Et cette hantise fut d'autant plus forte qu'après le remplacement de Karl et de Rosa par des dirigeants qui n'avaient pas leur trempe révolutionnaire comme Lévi et Zetkin, l'horreur dont la direction du parti avait toujours témoigné à l'égard du « putschisme » (et qui était justifiée en tant que réaction contre la tendance à « jouer avec l'insurrection », comme aurait dit Engels) s'accrut au point de se transformer au cours de l'année 1920 en une renonciation à la perspective même de l'insurrection et en un légalisme timoré et dégradant, qui, par une tragique ironie, ne pouvait que raviver les nostalgies unitaires.

Lévi sera exclu en 1921 pour avoir répudié publiquement la scission de Livourne comme « trop à gauche » et dénoncé l'action de mars en Allemagne comme putschiste et téméraire ; Zetkin restera, mais ce sera pour se porter garant quelque temps plus tard, de la possibilité de construire « le Socialisme dans un seul pays », selon les volontés du père des peuples, Joseph Staline !

Le « putschisme » fut liquidé officiellement (en termes d'ailleurs corrects) à la Conférence nationale des 14 et 15 juin à Berlin. Polémique avec les syndicalistes révolutionnaires qui se trouvaient au sein du KPD, cette même Conférence affirma la nécessité « pour les exigences de la lutte en ce moment », 1° que le prolétariat s'organise en parti politique ; 2° que dans le stade actuel [encore !] de la lutte révolutionnaire, l'organisation de ce parti soit rigoureusement centraliste ». Le KPD était évidemment en train de se ressaisir sous l'impul-

sion énergique des bolcheviks. Dans un des magnifiques articles écrits peu avant sa mort, Rosa Luxemburg affirmait en toutes lettres : « L'état actuel du prolétariat berlinois, dépourvu d'une direction et d'un centre d'organisation, ne peut plus durer » (la démission des chefs, dans « Die rote Fahne », 11 janvier). Mais la reconnaissance de cette nécessité n'était jamais allée au-delà de l'affirmation que « si la victoire du prolétariat, si le socialisme ne doit plus rester un rêve, les ouvriers révolutionnaires doivent se créer des organes dirigeants capables de guider et d'utiliser l'énergie combattive des masses » ; elle n'était donc jamais allée jusqu'à reconnaître le rôle central du Parti, et moins encore d'un parti centralisé. Dans son article fameux *L'ordre règne à Berlin*, ne disait-elle pas : « Il a manqué une direction, mais la direction peut et doit être créée ex novo par les masses seules, et dans les masses : les masses sont l'élément décisif, elles sont le roc sur lequel on bâtit la victoire de la révolution ! » ?

Il ne fait pas de doute que Rosa Luxemburg avait eu une conscience aiguë des dangers du putschisme et pourtant ce n'est pas à elle, mais à Radek que, non comme individu, mais comme porte-parole du parti bolchevik et de l'Internationale, revient le mérite de les avoir dénoncés. Dès le 9 janvier, il mettait en garde le parti communiste allemand contre le manège des forces convergentes de la contre-révolution, l'adjurant de ne pas se laisser entraîner à prendre la responsabilité de mouvements prématurés dans une situation où « ce ne sont pas les communistes, mais les sociaux-patriotes ou les indépendants qui dominent les conseils d'ouvriers et de soldats », et l'invitant, puisque l'action était désormais décidée et qu'il ne pouvait éviter de se battre, à lui donner « le caractère d'une action de protestation » (et non d'une attaque insurrectionnelle).

Seul Radek osa rappeler (dans des déclarations qui auraient pu être les nôtres et que les bolcheviks oublièrent trop vite) que dans la phase pré-révolutionnaire de février à octobre 1917, les bolcheviks n'avaient pas eu « à soutenir des combats aussi durs que ceux de janvier... où l'on sacrifie absurdement tant de vies » ; en effet les bolcheviks possédaient des organisations de masse, ils ne se heurtaient pas à des organisations ouvrières devenues « la base de la contre-révolution » et ils n'avaient pas en face d'eux une bourgeoisie encore terriblement puissante comme la bourgeoisie allemande. Aucun représentant de la gauche allemande n'aurait pu faire la prévision lucide de Radek : « La guerre civile en Allemagne [nous aurions dit, avec Lénine : dans tout l'Occident] sera beaucoup plus féroce et destructrice que chez nous en Russie ».

## LE CONGRES DE HEIDELBERG

C'est cette conscience du danger mortel du putschisme, ainsi qu'une vision théorique supérieure, qui inspira les thèses du Congrès de Heidelberg d'octobre 1919 dont « Il Soviet » souligna, aussitôt après en avoir pris connaissance, la parfaite orthodoxie marxiste (cf. *Le parti communiste allemand*, dans « Il Soviet » du 11 avril 1920), mais qui sont extrêmement éloignées de celles du courant authentiquement luxemburgien.

Dès le début, les « thèses sur les principes et la tactique communistes » mettent au premier plan la prise du pouvoir et la dictature prolétarienne, comme conditions de « la substitution de l'organisation socialiste de la production, aux rapports capitalistes d'exploitation ». Elles affirment qu'à tous les stades qui précèdent la conquête révolutionnaire du

pouvoir par le prolétariat « la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique ». Elles confient « la direction de la lutte révolutionnaire de masse » au parti. Elles définissent comme « contre révolutionnaire le fait de renoncer à s'organiser en parti ou de confiner le parti à une pure tâche de propagande » ; elles réclament « la centralisation la plus rigoureuse », condition pour que le parti puisse accomplir ses tâches historiques en période révolutionnaire (précision restrictive qui est peut-être un écho de nostalgies fédéralistes ?), et la revendiquent également pour les organisations économiques.

Reconnaissant l'importance capitale des Conseils ouvriers dans le processus révolutionnaire, les

## LE CALVAIRE DU SPARTAKISME

Il n'est que trop clair que, constitué tardivement sur des bases peu sûres, le parti communiste allemand traînait derrière lui un lourd héritage d'incertitudes et même de confusion : sa « base » était combattive, mais avait des tendances barricadières ; quant à son « sommet », contre lequel se déchaînaient sauvagement toutes les forces de la contre-révolution, dirigées par le gouvernement des socialistes majoritaires (ce que la participation des indépendants dissimulait à l'extérieur), il restait assujéti à la fascination de l'« unité ouvrière ».

Durant de longs mois, de la fin de 1918 au printemps de 1919, le jeune parti et les masses prolétariennes qui menaient une lutte confuse certes, mais farouche, payèrent de leur sang un tribut plus lourd encore qu'en Finlande et en Hongrie, malgré le cynisme féroce de la réaction après l'échec des tentatives révolutionnaires dans ces pays ; et il le payèrent non pour une révolution achevée, mais pour une révolution que la classe dominante et ses sbires étaient bien décidés à empêcher, et durant ces mois de cauchemar, le jeu macabre qui se reproduira à Budapest se répéta continuellement.

Janvier, Berlin. Les mouvements éclatent sous l'égide des « Indépendants ». Non seulement le KPD accepte de souscrire à des proclamations communes avec l'U.S.P.D. et les Révolutionnaires Obleute (les « hommes de confiance » des ouvriers), mais il entre dans un « Comité révolutionnaire » hybride, oscillant entre putschisme inconsidéré (directives pour le « combat de rues ») et une pratique douteuse de négociations en coulisse avec le gouvernement. De sa propre initiative, Liebknecht accepte même de faire partie du triumvirat de direction avec un indépendant, Ledebour, et un R.O., Scholze, dans l'illusion de pouvoir ainsi renverser le gouvernement et prendre le pouvoir (Rosa Luxemburg déplorera vivement cette initiative, mais seulement parce que la si-

tuation n'est pas mûre, non pour des raisons de principe). Le 10 janvier, les représentants spartakistes sortent de ce Comité pompeux et impuissant en dénonçant sa complicité avec l'ennemi. Mais à cette date, les mercenaires recrutés par Noske parmi les pires épaves de l'armée prussienne, et auxquels se sont joints des volontaires sociaux-démocrates, ont réussi à déloger les manifestants des sièges de journaux (ils avaient occupé seulement des journaux !), en profitant de la défection des « Indépendants » et de la lassitude des ouvriers désorientés par les mots d'ordre contradictoires. Mais c'est seulement contre les « bandits armés », contre les « fous et les criminels de la Ligue Spartacus » que la féroce flicaille aux ordres du gouvernement se déchaîne sans frein ni scrupule. Fidèles jusqu'au bout à une « spontanéité » des masses, certes héroïque, mais « dépourvue de centralisation » parce que dépourvue de ligne politique, K. Liebknecht et R. Luxemburg tombent victimes d'un double crime perpétré de sang-froid (le plus horrible de ces mois et années cruels) après de terribles tortures.

Février, Ruhr. Après l'éclatement puis la répression par les balles social-démocratiques des tentatives révolutionnaires de Hambourg, Brême, Halle, Düsseldorf, la campagne pour la « socialisation » (!!!) des mines s'ouvre dans la Ruhr. Elle est dirigée de concert par les communistes, les indépendants, et des représentants de la « base » des socialistes majoritaires. Ceux-ci se retirent juste à temps pour laisser le champ libre à la répression féroce de la Reichswehr, que Noske avait reconstituée pour lui confier des fonctions policières exceptionnelles. Peu après, dans la région de Halle, spartakistes, indépendants et majoritaires proclament une nouvelle fois la grève générale pour une « socialisation par en bas » (!!!) et pour la « démocratisation des entreprises » : nouvelle défection des sociaux-démocrates, nouvelles hé-

sitations des indépendants, massacre final des spartakistes.

Mars, Berlin. L'immense vague de grèves reflue de l'Allemagne centrale sur la capitale, où naît un enième comité de grève à trois, dont les majoritaires se retirent rapidement. L'agitation est puissante, mais confuse. Elle est dirigée par les spartakistes et, au début, par les « délégués révolutionnaires » qui finiront par les abandonner. Le comité s'efforce tant qu'il peut d'empêcher que le mouvement ne tombe dans un putschisme aventuriste, mais aux grévistes se mêlent toutes sortes d'épaves, soldats démobilisés, déracinés provenant de la petite ou grande bourgeoisie. Noske s'écrie : « La brutalité et la férocité des Spartakistes qui se battent contre nous me forcent à donner l'ordre suivant : qui-conque sera pris les armes à la main et combattant le gouvernement sera fusillé séance tenante », et il lâche ses tueurs sur la capitale. Il y aura de 1.500 à 3.000 morts, parmi lesquels Leo Jogisches.

Avril, Munich. Tandis qu'une « répression simple et sanglante » s'abat encore sur la Ruhr, puis sur la Saxe (avec des séquences qui se prolongeront jusqu'à la mi-mai), un groupe d'indépendants et de majoritaires monte la farce atroce consistant à proclamer une République des Conseils en Bavière. Les communistes dénoncent cette ignoble manœuvre démagogique, mais ils cèdent ensuite aux pressions des Indépendants, mêlés à des anarchistes et à des aventuriers de provenance diverse : ils se mettent alors à défendre le « pouvoir des conseils », que leurs alliés se préparent en sous-main à livrer au ministre majoritaire Hoffmann, alors général en chef des forces de répression. Le 1<sup>er</sup> mai, restés seuls à la tête d'une République des Conseils improvisée par d'autres (on connaît le télégramme anxieux de Lénine indiquant les mesures élémentaires et indispensables qui doivent être prises, mais qui ne le seront jamais par-

